Pour stopper Macron, une seule solution…

vendredi 17 mars 2023, par Jacques COTTA

Etant à Paris, je me suis évidemment rendu **place de la Concorde le 16 mars,** jour du 49-3 dégainé par Elisabeth Borne dans l'hémicycle. Emmanuel Macron, Elisabeth Borne et le gouvernement ont connu une défaite politique majeure à l'assemblée nationale. Le projet de réforme rejeté très massivement dans le pays n'a pas trouvé la majorité qu'il lui fallait au Palais Bourbon. **Macron est minoritaire partout, voilà la réalité.** C'est cela que des milliers sont venus spontanément fêter et que quelques poubelles enflammées ne peuvent dénaturer.

C'est une première phase qui vient de s'achever. La crise politique affleure. Toutes les forces attachées au maintien du système capitaliste en place sous sa forme actuelle vont tenter de l'éviter, mais sans doute sans succès. Les combines d'appareils sont impuissantes pour sauver Macron et sa politique face à la volonté populaire, expression de la lutte des classes contre le gouvernement, contre sa politique, contre l'accumulation de méfaits qui vont des retraites au travail, des salaires à la vie chère, de l'inflation alimentaire au coût de l'énergie, de l'impossibilité de se déplacer, se soigner, s'éduquer à celle de finir le mois tout simplement.

Expression de la crise politique, la droite « officielle » est en miettes. **Eric Ciotti** qui a pris les rênes des LR pour tenter de domestiquer les députés, de leur redonner cohérence et vie, voit ses efforts conclus par un échec qui n'a d'équivalent que celui de Macron en personne. Il fait tout pour qu'aucune motion de censure ne puisse l'emporter, pour sauver ce gouvernement, mais quelle que soit l'issue parlementaire, la rue a d'ores et déjà scellé le sort d'une macronie à la dérive et de ses soutiens.

Emmanuel Macron va tenter d'aller jusqu'au bout, spéculant sur un échec des motions de censure, sur le maintien temporaire du gouvernement, et sur le passage in fine de sa réforme, au risque de voir, comme cela est prévisible, les affrontements se durcir.

- Comment pourrait-il en effet en être autrement lorsqu'une loi, approuvée par personne, rejetée par le peuple, serait imposée pour détruire le droit à la retraite de millions de travailleurs ?
- Comment pourrait-il en être autrement lorsque de toute évidence les institutions de la 5é république, au mépris des règles élémentaires de la démocratie, permettraient la destruction des droits des travailleurs ?
- Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'il faudrait accepter sans broncher tous les coups que les capitalistes veulent porter aux travailleurs ?

La seconde phase qui s'ouvre est centrée directement sur le retrait pur et simple de cette réforme.

A gauche, certains dont le responsable du PCF **Fabien Roussel,** préconise le « référendum d'initiative populaire » pour mettre en échec le projet de réforme. Il s'agirait donc d'ouvrir comme perspective la signature de 4,5 millions de citoyens pour y parvenir. Outre la difficulté pratique, cela revient à mettre la barre ailleurs que celle utilisée pour le moment par les travailleurs qui manifestent, se rassemblent, sont en grève, cherchent les voies et les moyens traditionnels de la lutte des classes pour faire plier Macron. Cela revient aussi à évacuer le problème politique centrale des institutions anti démocratiques de la cinquième république. Cela revient enfin à ne pas poser la

question qui pointe dans les mobilisations populaires :
Macron, son gouvernement et les siens, Dehors !

Voilà pourquoi de plus en plus partout pointe la nécessité de la Grève générale dans le pays.
Les travailleurs en parlent, se réunissent, s'interrogent, sont prêts à condition de ne pas être seuls. Ne reviendrait-il pas dans ce contexte aux dirigeants des confédérations syndicales d'ouvrir cette perspective —bien plus explicite que le blocage du pays 24h— pour permettre aux travailleurs, toutes catégories confondues, de décider ?

Jacques Cotta
Le 17 mars 2023